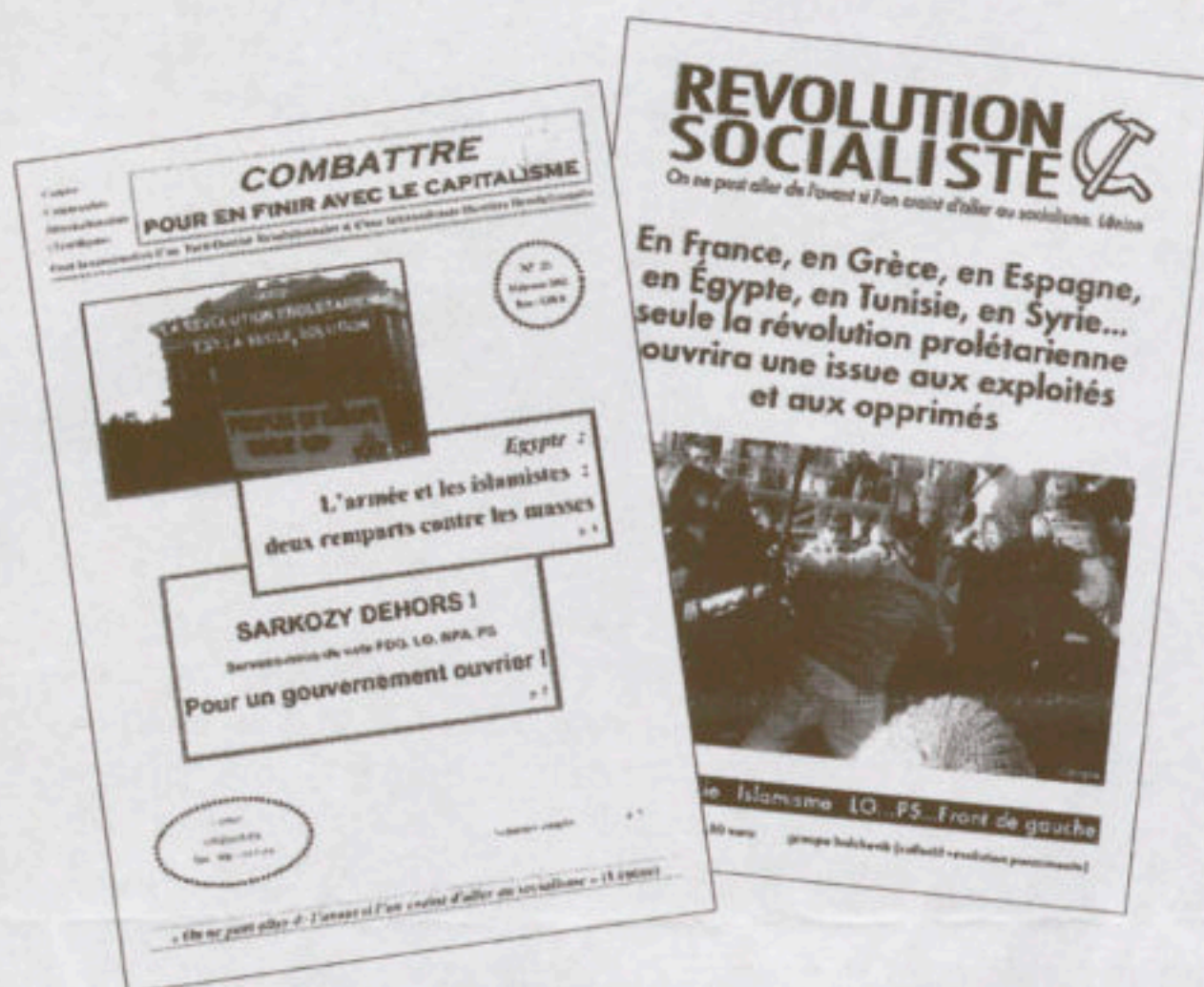


Pour infliger une défaite à la bourgeoisie et chasser Sarkozy du pouvoir, vote Hollande sans aucun soutien à son programme
Organisons-nous pour nous défendre, pour toutes les revendications, pour un gouvernement ouvrier qui s'attaque au capitalisme et ouvre la voie des États-Unis socialistes d'Europe



Le premier tour des élections présidentielles a montré un recul important de Sarkozy qui perd 1 694 339 voix par rapport à 2007. Mais une partie de son électorat de 2007 s'est déplacé sur le vote FN qui atteint 17,9 % des voix. Le total des voix qui se sont portées sur les candidats des partis bourgeois et petit-bourgeois, UMP, FN, MoDem, EELV, DLR... atteint 58,56 % des votes. Mais cela ne signifie pas que toutes ces voix se reporteront sur Sarkozy au second tour.

Du côté des candidats des partis issus de la classe ouvrière PS, PdG, NPA, LO, le total de voix représente 41,45 %. Hollande améliore le score du PS qui gagne 773 363 voix par rapport à 2007. Ce résultat ne signifie pourtant nullement une adhésion à son programme. Mélenchon pour le « Front du gauche » atteint 11,10 % des voix, ce qui indique la recherche par une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse de solutions ouvrières à la crise, même si le mot d'ordre « Prenez le pouvoir » se réduisait au bout du compte à une nouvelle 6^e république bourgeoise et au partage du pouvoir dans les entreprises sur le mode de la cogestion allemande. En effet, dans l'un et l'autre cas, ces programmes se situent dans le cadre d'une gestion honnête et loyale du capitalisme en crise, d'une renégociation des traités de l'Europe capitaliste et du respect de l'État bourgeois.

NON SEULEMENT LE FN, MAIS L'UMP, EXPRI-MENT UN TOURNANT RÉACTIONNAIRE DE LA BOURGEOISIE

Du côté de la bourgeoisie, le score du FN marque l'exaspération d'une partie grandissante des petits patrons et de la petite bourgeoisie traditionnelle (artisans, commerçants, agriculteurs) menacés par la crise capitaliste mondiale et ruinés par le capitalisme agraire, commercial et bancaire. Ils entraînent même une partie du prolétariat paupérisé ou réduit au chômage par le capital qui ne voit aucune solution radicale d'aucun candidat du mouvement ouvrier. Les plus importants (Mélenchon, Hollande) se sont vautrés dans le patriotisme et la Marseillaise ; tous (y compris Arthaud et Poutou) ont prétendu que le capitalisme pouvait donner satisfaction avec des « luttes » qui se borneraient à des « journées d'action » symboliques ou des votes des « citoyens ».

Le FN dénonce la « finance internationale » et la « mondialisation » pour duper les masses comme autrefois l'avaient fait les partis fascistes italien et allemand pour sauver le capitalisme et écraser la classe ouvrière. Comme les fascistes s'en prenaient aux Juifs, le FN désigne ouvertement les travailleurs immigrés, comme les responsables du chômage, de la baisse des couvertures sociales, de l'augmentation de la dette publique, etc. Il prétend mensongèrement que le repli dans les frontières nationales et le rétablissement du franc protégeraient alors qu'ils approfondiraient la crise capitaliste et précipiteraient les conflits entre puissances impérialistes.

LE PREMIER MAI EST À NOUS : TRAVAIL CONTRE CAPITAL, DRAPEAU ROUGE CONTRE DRAPEAU TRICOLORE !

La majorité de la bourgeoisie n'en croit rien, mais s'en sert pour diviser les rangs de la classe ouvrière, pour renforcer le nationalisme et préparer des attaques contre la classe ouvrière. Sarkozy n'est pas en reste, il accentue encore ses déclarations contre les immigrés, dénonce l'existence des syndicats, appelle à référendum contre les chômeurs et convoque même un 1^{er} mai « du vrai travail » contre le 1^{er} mai de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Le premier mai est la journée de lutte internationale des travailleurs depuis la décision de 1889 de l'Internationale ouvrière pour réduire dans tous les pays la durée du travail salarié. Par conséquent, le premier mai s'oppose aux prétendues négociations pour pulvériser la limitation légale du temps de travail qui se tiennent actuellement sur décision de Sarkozy avec la participation des confédérations CGT, CFDT, FO... Par conséquent, le premier mai internationaliste des travailleurs ne peut coexister avec les tentatives d'intimidation, dans la rue, par les partis des capitalistes, des racistes et des briseurs de grève comme l'UMP et le FN. Le « travail » de Sarkozy et Le Pen, c'est le « travail, famille, patrie » de Pétain, c'est le travail sans les droits des travailleurs, que le FN et l'UMP désirent soumis au capital, sans parti ouvrier, sans syndicat, sans droit de grève.

FRONT UNIQUE DE TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES POUR CHASSER L'UMP ET LE FN DU 1ER MAI, INFLIGER UNE DÉFAITE À LA BOURGEOISIE EN CHASSANT SARKOZY

Alors que la crise mondiale du capitalisme s'approfondit avec ses conséquences déjà ravageuses (10 % de chômage, perte de pouvoir d'achat des salariés, démantèlement des services publics...), la bourgeoisie française qui perd de plus en plus de terrain sur ses concurrentes sait qu'elle doit préparer une nouvelle offensive beaucoup plus dure.

Dans cette situation, la défaite de Sarkozy serait une défaite pour la bourgeoisie française qui redonnerait confiance à la classe ouvrière et à la jeunesse dans leurs forces.

Pour cela, vote pour le candidat du PS Hollande, mais sans aucun soutien à son programme, car les revendications ouvrières de plus en plus urgentes sont totalement incompatibles avec son programme.

- Du travail pour tous. Réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs ! Interdiction des licenciements. Expropriation des entreprises qui licencient !
- Abrogation de toutes les réformes réactionnaires contre les services publics, les hôpitaux, la Sécurité Sociale, l'école publique, etc. !
- Rétablissement immédiat des droits à la retraite pleine et entière à 60 ans et 37,5 annuités, rétablissement du pouvoir d'achat perdu, indexation automatique des salaires sur l'évolution des prix et des pensions sur les salaires ! Contrôle des prix par les producteurs et les consommateurs eux-mêmes, petits paysans, pêcheurs, salariés, habitants des quartiers !

- Pas un centime pour le remboursement de la dette des capitalistes ! Expropriation des banques, une seule banque sous contrôle ouvrier !
- Garantie d'un logement pour tous avec un loyer bon marché, saisie des groupes immobiliers et réquisition des logements vacants !
- Nationalisation sans indemnité ni rachat des grands groupes industriels, commerciaux et financiers, des entreprises d'énergie, de transport et de télécommunications !
- Pour la régularisation des travailleurs étrangers sans-papiers ! Les mêmes droits politiques et sociaux pour tous !
- Retrait de l'OTAN ! Retrait immédiat de toutes les troupes françaises à l'étranger ! Dissolution des corps de répression, autodéfense des manifestations, des grèves, des quartiers populaires !
- Suppression de la présidence de la République et du Sénat, pour une assemblée unique dont les élus seront révocables par la population et rémunérés comme des travailleurs ordinaires !

Ces revendications se heurtent de plein fouet au capitalisme, aux partis de la bourgeoisie qui se disposent pour affronter directement la classe ouvrière. Elles se heurtent aussi à la politique des partis réformistes qui prétendent « partager les richesses » en laissant les profits aux exploiters, améliorer le sort des populations tout en respectant l'État bourgeois et en conservant la propriété privée des moyens de production.

La soumission à la bourgeoisie n'aboutit qu'à diviser et démoraliser les travailleurs, qu'à précipiter la classe ouvrière et la jeunesse dans la misère comme en Grèce ou en Espagne et à défendre les pires mesures réactionnaires quand le capital l'exige. Elles se heurtent à l'orientation des directions syndicales qui préfèrent le « dialogue » entre « partenaires sociaux », la « cogestion », l'accompagnement des attaques à la défense des acquis, aux revendications ouvrières, à la grève générale, à la lutte de classe.

Ces revendications appellent à la mobilisation, à l'organisation pour un gouvernement ouvrier, sous contrôle des travailleurs et de la jeunesse, qui mette en œuvre les solutions ouvrières pour en finir avec le capitalisme et sa crise, et notamment un plan de production établi en fonction des immenses besoins de la société et non plus du profit de quelques uns. Cette république des travailleurs rompra avec l'Union européenne pour ouvrir la voie des États-Unis socialistes d'Europe.

C'est pour cela qu'il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, une internationale ouvrière révolutionnaire. Venez en discuter avec le CCI(T) et le Groupe bolchevik.